

Reprendre le contrôle de l'eau aux tenants du capitalisme : un enjeu majeur

L'eau est nécessaire à la vie, bien que dans des sociétés hyperindustrialisées on ait tendance à l'oublier. Il nous semble important de mettre ici en évidence les limites qu'ont franchies certains acteurs politiques et économiques dans l'utilisation de cette ressource fondamentale, les effets souvent irréversibles qu'un tel choix entraîne et les difficultés que cette situation pose pour les luttes à mener.

Le capitalisme et son système industriel ont besoin de l'eau

Jusqu'à présent, la question de l'eau a été peu présente en France (et en Europe) dans les luttes sociales; et pourtant, depuis la fin du XIX^e siècle, l'industrie nous a déjà donné une idée de ce que l'avenir nous réserve si nous ne réagissons pas.

Jusqu'à récemment, malgré les échos qu'en donnait la presse (« classique » et militante), les combats pour l'eau étaient assez peu connus du grand public en France.

Pourtant, comme l'eau est indispensable à la fois aux êtres humains et au système capitaliste, mais que c'est une ressource limitée, la recherche incessante de profit est forcément incompatible avec la vie des populations et ne peut avoir que de lourdes conséquences pour elles.

On le constate en tout premier lieu, bien sûr, avec le « réchauffement-dérèglement » climatique : il bouleverse les

équilibres de l'eau dans de nombreux pays, poussant – par les sécheresses comme par les inondations qu'il entraîne – des millions de gens à l'exode. La question des migrations est donc indissociable de celle de l'eau. Et ces réfugiés climatiques méritent notre solidarité, quand la classe politique (y compris des responsables de la gauche) tient des discours du style « L'immigration est un problème compliqué, on ne peut pas accueillir tout le monde ». Ce n'est pas l'immigration, le problème, mais bien le système industriel qui en est la cause!

On constate également sans peine les dégâts de l'extractivisme. On peut citer en exemple l'accaparement de l'eau par l'industrie minière. Ainsi, depuis plus de quatre décennies, les habitant-e-s d'Imider, au Maroc, mènent une lutte contre l'extraction d'argent dans leur sous-sol : les puits épuisent la nappe phréatique, et la population – déjà privée d'eau – est confrontée en plus à la pollution et à la répression policière. Rappelons que l'argent est utilisé dans l'électronique notamment pour fabriquer certains produits phares de la... « transition écologique »¹.

On peut aussi citer le Chili où, malgré une sécheresse qui devient structurelle, l'eau sert à produire des centaines de tonnes d'avocats destinés à l'exportation (notamment vers la France), pendant que la population chilienne est obligée de se faire ravitailler en eau par camion-citerne.

Plastiques, a, matériels informatiques, batteries... on pourrait égrener longtemps les produits dont la fabrication nécessite une surutilisation de l'eau. Une surutilisation qui, dans de plus en plus d'endroits, entraîne une pénurie pour les classes populaires dans le même temps où elle enrichit quelques privilégiés.

¹ « A Imider, au Maroc, la plus grande mine d'argent d'Afrique assoiffé les habitants », sur Mediapart, 16 août 2019.



POURQUOI CE FLYER ?

Parce que nous constatons chaque jour davantage la dégradation de notre environnement et de nos conditions de vie, et que nous ne l'acceptons pas.

Parce que nous voulons détruire le système responsable de cette dégradation afin de construire une autre société, libérée de l'exploitation capitaliste et des oppressions qui l'accompagnent.

Le combat contre les mégabassines a mis en relief l'importance vitale de l'eau

La lutte contre les mégabassines a fait (re)prendre conscience de l'importance de l'eau dans notre quotidien. Son abondance a été une illusion de courte durée : l'arrivée de l'eau courante, celle qui sort du robinet, dans les maisons n'est pas si ancienne, surtout en milieu rural.

Début octobre 2023, l'Hérault manquait cruellement d'eau et la situation à Mayotte était carrément dramatique. L'automne et l'hiver derniers, dans les Pyrénées-Orientales, des communes sont restées pendant des mois sans eau potable. Et, depuis 2022 déjà, des centaines de communes doivent être ravitaillées en eau – pas seulement dans le sud de la France.

Dans un contexte de sécheresses qui vont aller croissant, accaparer par la construction de mégabassines l'eau des nappes phréatiques pour une minorité d'agriculteurs aura forcément des conséquences sur l'« eau du robinet »... mais comme l'État est là pour servir les intérêts des exploitants, il passe outre l'avis du Conseil d'État – qui, en 2023, a confirmé le caractère illégal des cinq mégabassines de Cram-Chaban, et a annulé les 15 mégabassines des Deux-Sèvres et de la Vienne. Car l'État ne comprend que le rapport de force.

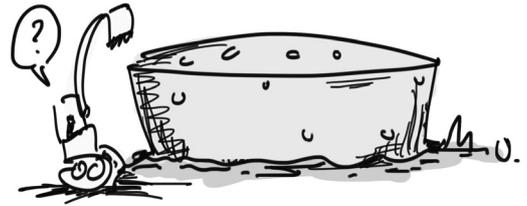
L'État est le grand spécialiste du non-respect de la loi. Soit il la viole carrément, soit il modifie les règles en catimini (ou change un peu la forme mais pas le fond de son discours), soit il détourne plus ou moins habilement la loi. Dans l'actualité récente, on a ainsi entendu le ministre (de la « Transition écologique et de la Coordination des territoires de France ») Béchu annoncer que les mégabassines illégales seraient détruites dans le même temps où le préfet déposait un nouveau recours main dans la main avec leurs promoteurs. Car l'État privilégie la santé financière des grosses entreprises sur la santé des populations; de même que quand un produit dangereux est enfin interdit, il privilégie toujours l'écoulement de ses stocks pour favoriser le profit.

Les pesticides empoisonnent l'eau du robinet

Dernier exemple en date, l'eau de la Vienne, qui est potable par dérogation¹ depuis fin septembre. Le préfet a en effet modifié le « seuil de qualité » concernant le taux d'un fongicide cancérigène supposé en le multipliant par 9! Certaines zones étaient à 75 fois le seuil préconisé, alors on a interconnecté les réseaux d'eau afin d'y diluer le fongicide, ce qui a augmenté son taux dans d'autres zones. 400 000 personnes boivent depuis trois ans ce fongicide interdit...

Une enquête du *Monde*² a montré, l'an dernier, qu'en 2021 en France 12 millions de personnes buvaient de l'eau non conforme, potable « par dérogation » : l'Agence régionale de santé relève les seuils de potabilité afin de ne pas avoir à ravitailler les populations si elle déclare l'eau non potable. La cause de la non-potabilité? Les pesticides. Parmi les coins les plus

BOUCHONS LES TROUS!



touchés, il y a les zones viticoles du Bordelais, des Charentes, de la Bourgogne ou de la Champagne, ainsi que les plaines du Nord avec les monocultures de la betterave ou de la pomme de terre. Parfois les dépassements ne sont pas très importants, mais souvent ils sont hallucinants – et encore, on ne cherche pas toutes les molécules.

Le combat pour une eau sans pesticides est donc urgent. Non seulement les molécules continuent de descendre vers les nappes (voir la plaine d'Aunis et les captages qui alimentent une grande partie de la Charente-Maritime) même si elles sont inutilisées depuis des années, mais surtout la diminution des nappes augmente leur concentration, et par là le taux de pesticides.

L'agro-industrie, les industriels de la chimie doivent payer et dépolluer. Les actionnaires de ces groupes ne doivent pas continuer à s'enrichir en nous empoisonnant.

Lorsque les populations se mobilisent, en Bretagne, malgré les menaces et les tentatives d'assassinat, l'État et l'agro-industrie (notamment porcine) sont obligés d'agir pour diminuer les pollutions. La teneur de l'eau en nitrates reste encore bien trop élevée dans cette région, mais si elle a diminué de 15% en vingt-cinq ans, c'est bien parce que seule la lutte fait avancer les choses.

L'eau doit être potable, un point c'est tout!

La quintessence du capitalisme : l'eau en bouteille

Il est désespérant de voir le nombre de personnes qui achètent de l'eau en bouteille plastique pour boire. 25 millions par jour en France, alors que l'eau en bouteille est entre 100 et 1 000 fois plus chère que l'eau du robinet, et qu'en plus elle n'est pas meilleure pour la santé : fort taux de PCB (polluants chimiques persistants) dans les eaux « de source », dérogation pour les contrôles qualité de l'eau « minérale »...

Payer des centaines de fois plus cher pour de l'eau polluée juste différemment de celle du robinet, voilà bien la soumission ultime à l'industrie. D'autant que les « embouteilleurs » (euphémisme pour désigner les capitalistes Nestlé, Danone et consorts) s'approprient et pompent l'eau nécessaire aux populations locales. Ainsi à Volvic³, où la préfecture complice de Danone autorise les pompages pour l'embouteillage, malgré les sécheresses : les habitant-e-s sont rationnés pour sauvegarder le profit des grands groupes et, là encore, l'État soutient bien sûr les accapareurs.

L'eau est un sujet sensible. Certes, quand on fait une rapide recherche sur Google, on tombe sur des sites clamant que « l'eau en bouteille est sans danger ». Bizarre? En modifiant les paramètres de ce « moteur de recherche », on obtient des résul-

1 « Fongicide dans l'eau potable : "Consommable mais non potable", la Vienne déroge au seuil de qualité », dans *Sud-Ouest*, 29 septembre 2023.

2 « Pesticides : de l'eau potable non conforme pour 20% des Français », *Le Monde*, 21 septembre 2022.

3 « L'eau de Volvic, une denrée convoitée et de plus en plus rare », sur *Euronews*, 15 juin 2023.

tats beaucoup moins rassurants que ceux des producteurs d'eau en bouteille – eh oui, la présence de plastique dans les bouteilles d'eau est réelle¹. À tel point que certaines associations réclament leur interdiction. Il pleut du plastique en montagne, ce plastique ira bien dans l'eau « minérale » un jour. Quant aux eaux « de source », si l'importance des polluants qu'elles contiennent est fonction des recherches réalisées sur elles...

L'eau en bouteille est une absurdité environnementale : une bouteille effectue en moyenne 300 kilomètres et, « grâce » à l'industrie qui la promeut et la porte, la multiplication des déchets se répand partout. L'eau en bouteille ne devrait servir qu'à ravitailler les zones privées d'eau potable, quand aucune solution meilleure n'est possible.

Enfin, qu'elle concerne l'industrie, l'agriculture ou l'eau du robinet, la problématique de la ressource en eau n'est évidemment pas réductible à un examen comptable de ses quantités disponibles. Nous subissons les choix d'un capitalisme préda-

teur et destructeur dont les conséquences deviennent de plus en plus visibles à mesure que l'eau se raréfie. Alors, partout, il est vital que nous reprenions le contrôle de cette ressource et de son partage!



¹ « Près de 80% des eaux en bouteille contaminées par des microplastiques », sur Reporterre, 21 juillet 2022.

Le nucléaire nous pompe l'air et l'eau

Revenons sur le rapport entre la production d'électricité nucléaire et la mainmise sur l'eau pour faire fonctionner une économie capitaliste telle qu'elle est décrite dans le texte précédent.

Le nucléaire n'est pas l'énergie propre que les technocrates pseudo-écologistes veulent nous vendre. Ce n'est pas un petit truc de rien du tout comparé aux dangers que court la planète. Non seulement ce mode de production d'énergie mortifère est particulièrement vulnérable au réchauffement climatique, mais il l'aggrave et en aggrave les conséquences. Comme si on n'allait déjà pas suffisamment manquer d'eau sans lui, il nous en pompe et il nous pollue le peu qu'il nous laisse.

Le nucléaire est particulièrement sensible aux conséquences du réchauffement climatique. En cas de manque d'eau, il n'est évidemment pas envisageable de cesser de refroidir la réaction nucléaire. Le nucléaire a donc impérativement besoin des mégaretenues d'eau contre lesquelles nous nous battons. Par exemple, la centrale de Civaux a bien besoin du lac de Vassivière; la France a négocié avec la Suisse qu'elle maintienne le débit en aval du lac Léman à cause de ses nombreuses centrales nucléaires sur le Rhône; on

peut citer aussi la dépendance de la centrale de Nogent-sur-Seine aux barrages de l'Aube... Évidemment, ces barrages ne sont jamais présentés comme liés au nucléaire, mais comme la solution aux problèmes de crues pour les riverains en aval.

En plus, la vie est mal faite : lorsque les eaux se réchauffent, ben il en faut davantage pour les refroidir. Il y aurait une solution : arrêter les centrales nucléaires, lorsque le débit baisse de trop. Mais ça la foutrait mal pour une énergie décarbonée censée nous aider dans l'adaptation au réchauffement climatique.

Les centrales nucléaires utilisent la moitié de l'eau douce prélevée en France pour leur refroidissement : 16 milliards de mètres cubes sur les 32 milliards prélevés annuellement (données de 2018). Bien sûr, cette eau est ensuite (partiellement) rejetée dans les mêmes cours d'eau – mais elle est nettement plus chaude quand elle est rejetée. D'après Olivier Dubois, directeur adjoint de l'expertise de sûreté à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (l'IRSN), « l'échauffement entre l'eau prélevée et l'eau rejetée est de l'ordre de 10 °C. L'effet sur la température moyenne du cours d'eau dépend du débit du cours d'eau ».

Concernant le Rhône, EDF estime que le réchauffement moyen global du fleuve dû aux centrales nucléaires est de 1,2 ° en période froide et de 1,6 ° en période chaude. C'est beaucoup plus que les conséquences estimées du réchauffement climatique. Pour la seule centrale du Bugey, d'après le CEMAGREF (centre d'études du machinisme agricole), « les rejets d'eau chaude du Centre de production nucléaire du Bugey entraînent, jusqu'à 5 kilomètres en aval de la centrale, une élévation de la température des eaux du Rhône de 6 °C en moyenne. L'échauffement des eaux est encore sensible au niveau de la confluence avec l'Ain ».

En fait, le terme de réchauffement est un euphémisme pour désigner une pollution thermique qui a des effets désastreux pour la faune et la flore, et plus généralement pour la biodiversité. Rappelons accessoirement que les fleuves ont tendance à se jeter dans la mer ou dans l'océan! Des fleuves plus chauds affectent donc la température de la mer. Les escrocs qui nous présentent le nucléaire comme le remède au réchauffement climatique font l'impasse là-dessus. Enfin, rappelons que la vapeur d'eau est... un gaz à effet de serre. Certes moins

efficace que le CO₂, mais quand on voit les quantités qui s'échappent des tours de refroidissement... Nul ne conteste que les centrales modifient le microclimat autour des centrales.

Les centrales nucléaires ne sont pas étanches, en réalité. Soi-disant, il ne devrait pas y avoir de porosité entre les circuits. Mais, de fait, l'eau rejetée est légèrement radioactive. Ce qu'on trouve dissous dans l'eau, c'est du tritium qui provoque une contamination radioactive interne durable : il se fixe à la place de l'hydrogène, l'iode radioactif à la place de l'iode normal, le césium à la place du potassium, le strontium à la place du calcium, etc. Or ces éléments nous irradient jusqu'à ce que leur activité disparaisse, et ça peut être long. Pendant longtemps, les scientifiques officiels ont considéré le tritium comme négligeable : on évacue l'eau qu'on ingère en faisant pipi, n'est-ce pas ? Sauf que l'eau se fixe dans nos cellules, nos organes, etc. L'industrie nucléaire rejette des millions de milliards de becquerels de tritium dans l'eau et dans l'air : « Plus on produit d'électricité, plus on produit du tritium. C'est pourquoi, depuis plusieurs années, la production de tritium est proche de la limite annuelle réglementaire », a reconnu EDF en 2006 à propos de ses réacteurs nucléaires. Le tritium étant difficile à contenir, des pollutions accidentelles se produisent également.

Rappelons comment sont déterminées les « limites annuelles réglementaires ». Il ne faut pas croire que c'est le seuil en dessous duquel il n'y a pas de danger : c'est le seuil à partir duquel on considère que les inconvénients (généralement sanitaires) l'emportent sur les avantages (généralement économiques). Dit plus clairement,

on considère qu'abaisser le seuil coûterait trop cher pour le nombre de maladies potentiellement évitées. La limite annuelle réglementaire pour l'eau potable a été fixée par l'Organisation mondiale de la santé à 10 000 bq/l, en référence aux travaux de la Commission internationale de protection radiologique, ce qui permet à EDF de prétendre que c'est sans danger. Mais l'OMS n'a jamais indiqué qu'il n'y avait pas de danger en dessous, et de plus cette limite est très contestée. Elle implique un risque cancérigène 160 fois plus élevé que ce qui est accepté pour les polluants chimiques.

Ne cherchez pas sur le site de votre fournisseur d'eau : les données sur la contamination radioactive n'y figurent pas. Il faut se renseigner auprès du ministère de la Santé pour essayer d'avoir des chiffres, et c'est toute une affaire. Parce que, bien sûr, le meilleur moyen de ne pas trouver de radioactivité, c'est de ne pas en chercher. Mais la CRII-Rad et l'ACRO, les deux laboratoires de recherche indépendants, ont trouvé du tritium dans la Loire, le Rhône, la Vienne. D'autres éléments radioactifs sont rejetés par les centrales : du césium, du carbone 14, de l'iode, du manganèse, du cobalt, etc. Ces éléments sont trouvés

en prélevant les plantes aquatiques. Des teneurs inquiétantes ont été relevées en aval de Golfech, par exemple.

Des kilomètres de tuyaux sont nécessaires pour faciliter les échanges de chaleur afin de refroidir l'eau du circuit secondaire. Les parois ne doivent pas s'épaissir. Les tours de refroidissement sont donc détartrées à chaque arrêt de tranche, et en permanence pendant le fonctionnement normal. Et on doit aussi éviter la prolifération des bactéries qui adorent la chaleur humide. D'autres parties de l'installation nucléaire utilisent également des produits chimiques qu'elles rejettent. Les centrales nucléaires rejettent donc en quantité du chlore, des sulfates, de l'acide borique, du sodium, de l'ammonium... Par exemple, pour ne parler que des produits les plus connus, la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine a rejeté en 2020 environ 105 tonnes de chlorure, 49 tonnes de sodium, 46 tonnes de nitrates et 10 tonnes de sulfates. Et si ce sont les préfetures qui fixent les plafonds maximaux, EDF peut demander des dérogations...

Non, le nucléaire n'est pas l'énergie propre que les technocrates pseudo-écologistes veulent nous vendre !



Bassines, nucléaire, nappes phréatiques polluées, captation et gaspillage par l'industrie, eau emballée dans du plastique et vendue hors de prix... ne constituent qu'un seul et même problème. Celui de l'eau accaparée pour un modèle social et industriel centralisateur, avec l'État comme gendarme pour protéger les profiteurs.

Ni bassines, ni nucléaire, ni pesticides... ! Battons-nous pour une eau potable de qualité, accessible et gérée par les populations. Battons-nous pour abolir l'eau emballée dans du plastique, absurdité parmi les absurdités. Battons-nous pour faire payer les pollueurs afin de réparer les dégâts infligés aux nappes phréatiques par leurs pratiques mortifères. Imposons sans attendre la fermeture des centrales nucléaires avant qu'elles n'éradiquent la vie des fleuves et rivières, et qu'elles ne nous pètent à la gueule.

Ne nous trompons pas : il s'agit d'un combat de classe. La classe dominante s'arrange toujours pour échapper aux dégâts qu'elle organise à son profit et pour leurrer les populations en inventant des pseudo-solutions technologiques miraculeuses. Stoppons-la !

Les combats contre les bassines et contre le nucléaire nous ouvrent la voie.

COLLECTIF LIBERTAIRE NI MAÎTRE NI BASSINES
contact : collectifnmb@gmail.com